

PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - CHL

**Arrêté préfectoral imposant à la S.A. CAULLIEZ ET
DELAOUTRE des prescriptions pour la remise en état
du site de TOURCOING**

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
préfet du Nord,
officier dans l'ordre national de la légion d'honneur
commandeur dans l'ordre national du mérite

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 et notamment celles de l'article L 512.7 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment son article 34.1 ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU la décision en date du 10 août 2004 du tribunal de commerce de Roubaix-Tourcoing ouvrant une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de la société CAULLIEZ ET DELAOUTRE sise 252 rue du flocon à TOURCOING et désignant maître MARTIN comme mandataire liquidateur ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2004 mettant en demeure la S.A. CAULLIEZ ET DELAOUTRE de remettre le mémoire prévu à l'article 34.1 du décret n°77.0033 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU le rapport de Monsieur l'ingénieur en chef des mines, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène du Nord lors de sa séance du 19 octobre 2004 ;

CONSIDERANT la nécessité de prescrire des mesures visant à la remise en état du site;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

ARTICLE 1.- OBJET

La Société M. CAULLIEZ ET DELAOUTRE, représentée par Maître MARTIN Philippe, domicilié 58 avenue Guynemer à MARCQ-EN-BAROEUL (59700), ci après dénommée l'exploitant", est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la remise en état de son ancien site situé 252, rue du Flocon à TOURCOING (59200).

L'exploitant doit remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511.1. du Code de l'Environnement, Livre V, Titre 1^{er}.

ARTICLE 2.- ACCES

2.1.-Clôture

Le site sera clôturé sur toute sa périphérie pour éviter tout accès aux dépôts de produits et aux déchets encore présents sur le site.

2.2.-Accès

Les accès à l'établissement seront constamment fermés ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant et selon une procédure qu'il a définie seront admises dans l'enceinte du site.

2.3.-Dispositifs de sécurité

Tous les dispositifs permettant de garantir la sécurité du site seront établis et maintenus en état de fonctionnement jusqu'à la disparition des risques liés aux produits ou déchets présents (protection incendie, mesures relatives à la protection contre la pollution des sols ou de l'environnement, consignes de sécurité, mesures de prévention des risques de chute, ...).

ARTICLE 3.- ELIMINATION DES PRODUITS ET DECHETS

3.1.-Les déchets et produits encore présents sur le site seront évacués dans des installations autorisées à cet effet ***dans un délai d'un mois***. A défaut d'évacuation, l'exploitant procédera à des travaux de mise en sécurité aptes à garantir que le site ne présentera pas de risques et de dangers à l'égard des populations et de l'Environnement.

Les déchets éventuels contenant des P.C.B./P.C.T. seront éliminés dans les conditions prévues à l'article 10 du décret n° 87.59 du 2 février 1987 modifié, ***dans un délai d'un mois***.

3.2.-L'exploitant adressera à l'Inspection des Installations Classées les documents justificatifs de l'élimination des déchets dans le mois suivant la notification du présent arrêté préfectoral.

ARTICLE 4.- CESSATION D'UTILISATION DES FORAGES EN NAPPE

4.1.-L'exploitant prendra toutes les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de chacun des ouvrages encore présents sur le site afin d'empêcher la pollution des nappes d'eau souterraines. Ces mesures devront être définies en liaison avec un hydrogéologue extérieur et soumises à l'approbation de l'Inspection des Installations Classées et du Service chargé de la Police des Eaux Souterraines.

4.2.-Un rapport de fin de travaux, décrivant les opérations effectuées, sera soumis à l'Inspection des Installations Classées dans le mois qui suit le comblement des ouvrages présents sur le site (opération à entreprendre sous trois mois).

ARTICLE 5.- ECHEANCIER

Les documents suivants seront transmis à l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement :

<i>DESIGNATION DU DOCUMENT</i>	<i>DELAI A COMPTER DE LA DATE DE NOTIFICATION DU PRESENT ARRETE PREFECTORAL</i>
Justificatifs de l'élimination des déchets (y compris les déchets souillés aux P.C.B./P.C.T.)	1 mois
Cahier des charges et proposition hydrogéologue (forage)	1 mois

ARTICLE 6.- FRAIS

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté préfectoral complémentaire sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 7.- SANCTIONS

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.514.1. du Code de l'Environnement.

ARTICLE 8.- DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Lille :

- 1./ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où le présent arrêté leur a été notifié ;
- 2./ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511.1. du Code de l'Environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté. Ce délai est, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

ARTICLE 9-

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont ampliation sera adressée à :

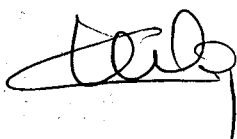
- Monsieur le maire de TOURCOING,
- Monsieur l'ingénieur en chef des mines, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de TOURCOING et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

FAIT à LILLE, le **2 DEC. 2004**

Pour ampliation,
P/Le chef de bureau délégué,



C. LECLERCQ

Le préfet,
P/Le préfet
Le secrétaire général adjoint

Jules-Armand ANIAMBOSSOU